

N° 4137<sup>9</sup>

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 1997-1998

**PROJET DE LOI****portant sur la promotion des droits de l'enfant  
et la protection sociale de l'enfance**

\* \* \*

**SOMMAIRE:**

	<i>page</i>
1) Exposé des motifs.....	1
2) Texte des amendements .....	3
3) Commentaire des articles .....	6
4) Texte coordonné du projet de loi.....	9

\*

**EXPOSE DES MOTIFS**

Les amendements du projet de loi portant sur la promotion des droits de l'enfant et la protection sociale de l'enfance (document parlementaire No 4137) tiennent compte des amendements du projet de loi réglant les relations entre l'Etat et les organismes oeuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique (document parlementaire No 3571). Ils considèrent également les positions exprimées dans les avis demandés. Les dispositions initiales contenues dans un projet de loi et un projet de règlement grand-ducal ont été reformulées dans un seul projet de loi.

Le projet reformulé maintient son objet double:

- a) la promotion des droits de l'enfant et l'institution d'une structure de type „ombuds“
- b) la protection sociale de l'enfance et la création de dispositifs complémentaires y relatifs.

Conformément à l'orientation formelle de la convention relative aux droits de l'enfant, les auteurs du projet de loi considèrent que la mission des pouvoirs publics dans le domaine visé est subsidiaire par rapport aux responsabilités et prérogatives des parents et de la famille. Ceux-ci doivent recevoir de la part des pouvoirs publics la protection et l'assistance dont ils ont besoin pour élever leurs enfants et assurer leur développement.

Les pouvoirs publics ont les missions suivantes:

- instituer des dispositifs qui analysent la situation de l'enfant, surveiller la mise en application des droits de l'enfant, proposer des mesures complémentaires de protection et de promotion des droits de l'enfant
- contribuer à la protection sociale de l'enfance, assurer aux enfants et aux parents l'accès à des services de formation, de consultation et d'assistance
- promouvoir la participation active des enfants à la vie sociale, garantir aux enfants le droit d'exprimer librement leur opinion sur toute question les intéressant, veiller à ce que leur opinion soit dûment prise en considération.

\*

**A) STRUCTURE DE TYPE „OMBUDS“**

Les auteurs du projet de loi maintiennent le concept d'un comité dont les six membres constituent une équipe collégiale, multidisciplinaire, faisant valoir des expériences professionnelles et familiales

diverses. Le nouvel article 6 prévoit que le président („Ombudspersoun“) travaille à plein-temps au service de l'ORK. Cette disposition constitue le garant tant d'une disponibilité minimale indispensable que d'une identification plus facile par le grand public et les enfants en particulier.

Les auteurs du projet de loi proposent ne pas étendre la liste des fonctions qui sont incompatibles avec le mandat de membre de l'ORK. Le fait, notamment, d'exclure les fonctionnaires réduirait grandement et de façon non justifiée le champ des candidats potentiels (p. ex. enseignants, collaborateurs des instituts d'éducation différenciée).

\*

## **B) ASSISTANCE AUX ENFANTS PLACES HORS DE LEUR MILIEU FAMILIAL**

Les auteurs du projet de loi maintiennent leur proposition d'établir annuellement la liste des enfants placés hors de leur milieu familial (nouveaux articles 18 et 19). Conformément à la pratique dans les autres pays européens, cette mesure contribue à garantir les droits des enfants concernés. Actuellement, au Grand-Duché de Luxembourg, aucune instance n'est en mesure d'identifier tous les enfants et jeunes placés, ni donc de veiller à la „qualité“ des mesures de placement afférentes, situation qui a grandement étonné les experts étrangers consultés par les auteurs du projet de loi. A noter que l'accès aux données de la liste proposée est limitée et que celles-ci doivent être effacées dès que l'enfant concerné atteint la majorité (disposition non contenue dans le projet initial).

Le nouvel article 17 rend obligatoire l'appréciation formelle et le réexamen régulier des placements initiés en dehors du cadre de la loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse. Cette mesure qui prévoit la participation obligatoire de l'enfant concerné (cf. nouvel article 20) représente un droit élémentaire de l'enfant à placer, contribuera à réduire le nombre des placements et de ceux en particulier qu'ordonnent les instances judiciaires.

\*

## **C) STRUCTURES D'ACCUEIL**

Par rapport à un nombre total de plus de 96.000 mineurs vivant au Luxembourg, il serait illusoire de confier la promotion des droits de l'enfant à une seule instance, si performante fût-elle. Conformément à l'orientation de la Convention relative aux droits de l'enfant, les auteurs du projet de loi considèrent que cette mission doit d'abord être assumée par celles et ceux qui encadrent l'enfant au quotidien. Un rôle éminent revient évidemment aux nombreux services existants d'accueil, d'assistance, d'animation, de consultation, de formation ou de placement. Ces institutions sont appelées à constituer un réseau décentralisé de protection et de participation. Les articles 14 et 15 prévoient la création au sein des institutions oeuvrant au service de l'enfance de structures d'accueil, d'écoute et de médiation.

\*

## **D) SERVICE DE GUIDANCE DE L'ENFANCE**

Le projet initial (règlement grand-ducal, article 16) prévoyait l'institution d'un Bureau de l'enfance participant aux missions de protection sociale de l'enfance.

Soucieux de ne pas multiplier les structures en place, les auteurs du projet de loi proposent de confier ces fonctions à un service public existant: le Service de guidance de l'enfance. Ce service a été créé en 1990 dans le cadre de l'Education différenciée (règlements grand-ducaux en date du 19 juin 1990).

Les amendements établissent pour le Service de guidance de l'enfance une tutelle conjointe des ministres ayant dans leurs attributions l'Education différenciée et la Famille.

### **Impact financier des structures prévues**

- rémunération et indemnité de l'„Ombudspersoun“
- indemnités des membres de l'ORK
- frais de fonctionnement de l'ORK
- détachement d'un agent au moins au secrétariat de l'ORK

\*

## TEXTE DES AMENDEMENTS

### *Articles 2 et 3*

(suppression)

### *Ancien article 4, nouvel article 2*

(texte inchangé)

### *Ancien article 5, nouvel article 3*

(texte inchangé)

### *Ancien article 6, nouvel article 4*

(alinéa 1er, modification de formulations sous b et c)

b) d'émettre son avis sur les lois et règlements concernant les droits de l'enfant

c) d'établir un rapport annuel sur la situation des droits de l'enfant et la réalisation des dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant

(alinéas 2 et 3, suppression)

### *Ancien article 7, nouvel article 5*

(alinéa 2, texte modifié)

Le mandat de cinq ans peut être renouvelé une fois.

(alinéa 3, texte modifié)

Les membres de l'ORK sont choisis en raison soit de leur compétence dans un des domaines touchant la protection et la promotion des droits de l'enfant, soit de leur expérience éducative professionnelle et/ou familiale.

(alinéa 4, modification de la formulation)

Les fonctions de membre de l'ORK sont incompatibles avec les mandats parlementaires, de membre du Conseil d'Etat, de ministre ou de secrétaire d'Etat.

### *Nouvel article 6*

Le président de l'ORK porte le titre de „Ombudsperson fir d'Rechter vum Kand“. Pendant la durée de son mandat, il travaille à plein-temps au service de l'ORK.

### *Ancien article 8, nouvel article 7*

(texte inchangé)

### *Ancien article 9, nouvel article 8*

(alinéa 4, modification de la formulation au début de la phrase 2)

Les membres rapporteurs ...

(alinéa 5, suppression; cf. nouvel article 9, alinéa 2)

### *Nouvel article 9*

(à noter que le 2e alinéa reprend le 5e alinéa de l'ancien article 9)

Pour la durée de son mandat, le président de l'ORK est nommé employé de l'Etat dans l'administration gouvernementale. Sa rémunération de base est fixée suivant l'article 23 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant les régimes des traitements des fonctionnaires de l'Etat. Si le président de l'ORK est fonctionnaire, il est détaché de son administration d'origine. Le président de l'ORK touche une prime mensuelle non pensionnable de soixante points indiciaires.

Les autres membres de l'ORK bénéficient d'indemnités qui tiennent compte de l'engagement requis par les fonctions. Un règlement grand-ducal précise les modalités y relatives.

### *Nouvel article 10*

Le secrétariat de l'ORK est assuré par des fonctionnaires et employés détachés de l'Etat. Ils ne peuvent être membres de l'ORK.

*Nouvel article 11*

Au sein du Gouvernement, le ministre ayant dans ses attributions la Famille est chargé des relations avec l'ORK.

*Ancien article 11, nouvel article 12*

(texte inchangé)

*Ancien article 12, nouvel article 13*

(modification)

Les ministres de la Famille et de la Jeunesse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de programmer et de coordonner la politique de la protection sociale de l'enfance et de la jeunesse. Ils exercent cette mission sans préjudice des dispositions de la loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse.

*Anciens articles 13, 14 et 15*

(suppression)

### **3.1. Structures d'accueil et de médiation**

*Nouvel article 14*

Les ministres de la Famille et de la Jeunesse veillent à la création au sein d'institutions oeuvrant au service de l'enfance et de la jeunesse de structures ayant la mission

- d'assurer l'accueil et l'écoute de tout enfant qui en fait la demande, soit de sa propre initiative, soit par l'intermédiaire de ses parents ou tuteurs ou autres personnes investies du droit de garde, soit d'un agent qualifié des secteurs de l'enseignement, de l'éducation, de la santé ou du travail social, soit d'un agent de la police générale et locale
- d'organiser des séances de médiation et de conciliation autour de l'enfant.

*Nouvel article 15*

Les ministres ayant dans leurs attributions l'Education nationale, la Famille et la Jeunesse décernent annuellement le titre de „Kanner – Jugend Treff“ aux services publics et privés qui en font la demande en déclarant leur disponibilité à assumer les missions visées à l'article 14 ci-dessus et qui répondent à des conditions concernant notamment

- la qualification et l'encadrement des collaborateurs, leur formation en matière de droits de l'enfant
- une disponibilité minimale dans le temps
- l'aménagement et l'équipement des locaux.

Les conditions et les modalités d'octroi du titre sont précisées par voie de règlement ministériel.

### **3.2. Assistance aux enfants placés hors de leur milieu familial et établissement de la liste des enfants placés**

*Nouvel article 16*

Dans le cadre de la présente loi, on entend par placement de l'enfant hors de son milieu familial toute initiative d'accueil de jour et de nuit, soit dans une institution socio-éducative, soit chez un particulier par l'intermédiaire d'une institution socio-éducative reconnue à cette fin par le ministre de la Famille.

Ne sont visés ni les séjours de vacances, ni l'accueil par des parents jusqu'au quatrième degré, ni le placement à l'internat scolaire ou sociofamilial, ni les mesures de placement familial de jour.

*Nouvel article 17*

Le ministre de la Famille prend les mesures requises pour l'appréciation obligatoire de toute initiative de placement d'un enfant hors de son milieu familial et pour le réexamen régulier de cette mesure, selon une procédure à préciser par voie de règlement grand-ducal, à moins qu'il ne s'agisse de mesures prises dans le cadre de la loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse.

*Nouvel article 18*

Par dérogation à l'article 38 de la loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse et dans le cadre de sa mission d'assistance aux enfants placés hors de leur milieu familial, le ministre de la Famille établit annuellement la liste des enfants placés hors de leur milieu familial.

*Nouvel article 19*

Pour les besoins de l'établissement de la liste des enfants placés hors de leur milieu familial, sont autorisées, pour le compte du ministère de la Famille, en tant que propriétaire, la création et l'exploitation d'une banque de données nominatives.

La banque de données contient les informations suivantes:

- en ce qui concerne les enfants: les noms et prénoms, la date de naissance, le sexe, le numéro d'identité, la nationalité;
- en ce qui concerne les parents, tuteurs ou autres représentants de la famille d'origine: les noms et prénoms, l'adresse;
- la date et la nature des décisions de placement;
- la durée prévisible du placement;
- les noms et adresses des institutions socio-éducatives compétentes;
- les noms, prénoms et adresses des particuliers assurant le cas échéant une mesure de placement familial.

Les données sont effacées dès que l'enfant concerné atteint la majorité.

Ces données peuvent uniquement être communiquées:

- au bureau permanent de l'ORK;
- au juge de la jeunesse.

Le Centre Informatique de l'Etat est chargé de la gestion de la banque de données.

L'autorisation est valable à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi et expire au 31 décembre 2005.

L'article 1er du règlement grand-ducal du 7 juin 1979 déterminant les actes, documents et fichiers autorisés à utiliser le numéro d'identité des personnes physiques et morales, tel qu'il a été complété par la suite, est complété par le fichier suivant

„– le fichier des enfants placés hors de leur milieu familial.“

*Nouvel article 20*

Le ministre de la Famille prend les mesures requises pour que l'enfant placé ou à placer, dès l'âge de six ans, soit entendu pour toute décision qui le concerne, à moins que son état ne le permette pas ou qu'il ne s'agisse de mesures prises dans le cadre de la loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse.

De même, le ministre de la Famille prend les mesures requises pour que tout enfant placé puisse formuler ses plaintes éventuelles devant des personnes externes aux services de placement impliqués.

Lors des audiences prévues aux alinéas ci-dessus, l'enfant peut être accompagné par une personne de son choix.

### **3.3. Participation à l'encadrement des personnels des services**

*Nouvel article 21*

Il est institué sous la tutelle du ministre de la Famille une unité de formation à l'encadrement psychosocial à l'intention des personnels employés par les services publics et privés de placement, de formation, de consultation, de médiation et d'assistance.

L'unité a notamment les missions suivantes:

- a) organiser des séances de formation continue et de supervision professionnelle
- b) reconnaître, compléter ou organiser en cours d'emploi des cycles de formation d'initiation à l'encadrement psychosocial à l'intention des agents qui ne font pas valoir des formations professionnelles appropriées

- c) appuyer, compléter et reconnaître les cycles de formation destinés aux collaborateurs intervenant à titre bénévole
- d) examiner, appuyer et compléter les cycles de formation complémentaire à l'encadrement psychosocial.

L'unité exerce ses missions en concertation étroite avec les services compétents du ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle et sans préjudice des dispositions de la loi du 27 février 1984 portant création d'un Service National de la Jeunesse.

L'organisation et le fonctionnement de l'unité sont définis par voie de règlement grand-ducal.

### **3.4. Service de guidance de l'enfance**

#### *Nouvel article 22*

Il est créé auprès des ministres ayant dans leurs attributions l'Education différenciée et la Famille et dans le cadre de l'Education différenciée un service d'assistance éducative appelé Service de guidance de l'enfance, désigné par le terme „service” dans les articles ci-dessous.

#### *Nouvel article 23*

Sans préjudice des missions qui lui sont assignées dans le cadre de la loi du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée, le service participe aux missions de protection sociale de l'enfance. Il est notamment chargé d'organiser la mise en oeuvre des mesures prévues aux articles 17 et 20 ci-dessus.

#### *Nouvel article 24*

Parmi les fonctionnaires affectés ou détachés au service, les ministres ayant dans leurs attributions l'Education différenciée et la Famille désignent conjointement, pour des mandats renouvelables de cinq ans, un directeur.

Le directeur du service touche une prime mensuelle non pensionnable de quarante points indiciaires.

\*

## **COMMENTAIRE DES ARTICLES**

#### *Article 1*

Texte inchangé

#### *Anciens articles 2 et 3*

Les auteurs du projet de loi ont préféré insérer le texte des anciens articles 2 et 3 dans l'exposé des motifs.

#### *Ancien article 4, nouvel article 2*

Texte inchangé

#### *Ancien article 5, nouvel article 3*

Texte inchangé

#### *Ancien article 6, nouvel article 4*

A l'alinéa 1er, la seule formulation du texte est modifiée.

Les alinéas 2 et 3 sont supprimés. Les auteurs du projet de loi considèrent que les dispositions de l'alinéa 1er les rendent superflus.

#### *Ancien article 7, nouvel article 5*

##### *Alinéa 2*

La durée du mandat reste inchangée. Contrairement au texte initial, le mandat ne peut être renouvelé qu'une fois.

*Alinéa 3*

Les auteurs du projet de loi proposent de considérer lors de la désignation des membres de l'ORK non seulement la compétence en matière de droits de l'enfant, mais également l'expérience éducative. Cette nouvelle disposition permet la nomination d'un membre au vu de son expérience parentale et familiale.

*Alinéa 4*

La formulation du texte a été modifiée. La disposition concernant les fonctionnaires et employés détachés au secrétariat de l'ORK est reprise au nouvel article 10.

*Nouvel article 6*

L'article est innovateur par rapport au texte initial en prévoyant que le président porte le titre de „Ombudsperson fir d'Rechter vum Kand“ et qu'il travaille à plein-temps au service de l'ORK. Il est renvoyé à l'exposé des motifs.

*Ancien article 8, nouvel article 7*

Texte inchangé

*Ancien article 9, nouvel article 8*

La deuxième phrase de l'alinéa 4 est modifiée dans sa formulation.

L'alinéa 5 est repris au nouvel article 9.

*Nouvel article 9*

Selon les fonctions et le statut occupés par le président de l'ORK avant sa nomination, il pourra bénéficier soit d'un détachement, soit d'une nomination comme employé de l'Etat dans l'Administration gouvernementale avec un contrat à durée déterminée. D'après les dispositions de l'article 23 de la loi modifiée du 22 juin 1963, le gouvernement fixe sa rémunération de base. Les auteurs du projet de loi envisagent de procéder d'après les critères appliqués pour la détermination des employés des services conventionnés en considérant comme ancienneté l'ensemble des années de service prestées au long de la vie professionnelle.

En plus, le texte prévoit l'octroi d'une prime mensuelle non pensionnable de soixante points indiciaires afin de compenser les responsabilités et l'engagement liés à la fonction.

Le dernier alinéa reprend le cinquième alinéa de l'ancien article 9.

*Nouveaux articles 10 et 11*

Cf. ancien article 10

*Ancien article 11, nouvel article 12*

Texte inchangé

*Ancien article 12, nouvel article 13*

Le texte définit et confirme les responsabilités des ministres de la Famille et de la Jeunesse en matière de protection sociale de l'enfance et de la jeunesse. Le nouveau texte supprime les précisions du texte initial.

*Ancien article 13*

Les dispositions du texte initial sont superflues au vu des amendements au projet de loi réglant les relations entre l'Etat et les organismes oeuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique (document parlementaire No 3571).

*Ancien article 14*

Cf. nouveaux articles 18 et 19

*Ancien article 15*

Les auteurs du projet de loi ont préféré regrouper les dispositions essentielles contenues dans le projet de règlement grand-ducal joint au projet de loi initial dans le texte du nouveau projet de loi.

### 3.1. Structures d'accueil et de médiation

#### *Nouveaux articles 14 et 15*

L'application des dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant et en particulier de l'obligation d'écouter l'enfant et de promouvoir sa participation sociale requièrent la mise en place d'un réseau décentralisé de structures d'accueil et de médiation. Or, notre pays est doté de nombreux services qui oeuvrent au profit de l'enfance et qui disposent de personnels qualifiés.

Les dispositions des articles 14 et 15 créent des structures d'accueil plus performantes et mieux orientées en fonction des exigences découlant de la Convention relative aux droits de l'enfant au sein des institutions existantes.

L'article 15 prévoit que les ministres ayant dans leurs attributions l'Education nationale, la Famille et la Jeunesse décernent le titre „Kanner – Jugend Treff“ aux services publics et privés qui assurent des prestations répondant à des critères de qualité préétablis. Les auteurs du projet de loi envisagent la création d'un logo que les services concernés pourront afficher et qui informe les enfants et les jeunes que les institutions en question sont disponibles pour les accueillir et les écouter.

### 3.2. Assistance aux enfants placés hors de leur milieu familial et établissement de la liste des enfants placés

#### *Nouvel article 16*

L'article reprend intégralement le texte de l'article 8 du projet de règlement grand-ducal initial.

#### *Nouvel article 17*

L'article reprend une des dispositions prévues à l'article 11 du projet de règlement grand-ducal initial. Il est renvoyé également à l'exposé des motifs.

#### *Nouveaux articles 18 et 19*

Les articles 18 et 19 reprennent des dispositions contenues dans l'article 14 du projet de loi initial et les articles 17 à 22 du projet de règlement grand-ducal initial.

Le nouvel article 19 est innovateur par rapport au projet initial dans le sens qu'il prévoit que les données des enfants concernés sont effacées dès qu'ils atteignent l'âge de la majorité, ceci avec la préoccupation d'éviter tout abus potentiel.

#### *Nouvel article 20*

Sont reprises les dispositions de l'article 12 du projet de règlement grand-ducal.

### 3.3. Participation à l'encadrement des personnels des services

#### *Nouvel article 21*

Sont reprises les dispositions de l'article 15 du projet de règlement grand-ducal.

### 3.4. Service de guidance de l'enfance

#### *Nouveaux articles 22 et 23*

De fait le Service de guidance de l'enfance a été institué dans le cadre de l'Education différenciée par deux règlements grand-ducaux en date du 19 juin 1990.

L'article 2 du règlement grand-ducal du 19 juin 1990 portant organisation du Service de guidance de l'enfance définit les missions assignées à l'institution dans le cadre plus particulièrement de l'Education différenciée.

Actuellement, les collaborateurs du service accueillent des enfants, leurs parents et leurs enseignants dans 20 antennes régionales ou locales, instituées dans toutes les régions du pays. Le service dispose de 25 collaborateurs (18 postes) faisant valoir des formations diverses dans les domaines de la psychologie, de la pédagogie, de la thérapie, de l'orthopédagogie et de l'enseignement. En 1996, les collaborateurs du



service ont rencontré 1794 enfants en dehors des services prestés dans le cadre des instituts et centres de l'Education différenciée.

Les articles 22 et 23 définissent que le service est placé sous la tutelle conjointe des ministres ayant dans leurs attributions l'Education différenciée et la Famille et qu'il participe aux missions de protection sociale de l'enfance. Il est notamment chargé des missions prévues aux articles 17 et 20: appréciation obligatoire et réexamen régulier des mesures de placement réalisées en dehors du cadre de la loi relative à la protection de la jeunesse, écoute de l'enfant placé ou à placer et gestion de ses plaintes éventuelles.

Etant donné l'extension prévue des activités du service, il est indispensable de veiller au renforcement de ses effectifs actuels en personnel qualifié.

#### *Nouvel article 24*

Actuellement, un des fonctionnaires du service est chargé de la coordination mais sans disposer ni de la disponibilité, ni des moyens requis par cette fonction. Ce fonctionnaire bénéficie déjà actuellement d'une prime mensuelle de quarante points indiciaires.

Le nouveau directeur doit bénéficier du statut requis et de la disponibilité nécessaire pour mieux structurer les activités du service, organiser le surplus de travail et répondre aux nouvelles exigences résultant de la tutelle conjointe de deux départements ministériels.

\*

### **TEXTE COORDONNE DU PROJET DE LOI**

Nous Jean, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la loi du 20 décembre 1993 portant 1) approbation de la Convention relative aux droits de l'enfant adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 20 décembre 1989 2) modification de certaines dispositions du code civil;

Vu la loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse;

Vu la loi du 27 février 1984 portant création d'un Service National de la Jeunesse;

Vu la loi du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée;

Vu la loi modifiée du 31 mars 1979 réglementant l'utilisation des données nominatives dans les traitements informatiques;

Vu la loi du 30 mars 1979 organisant l'identification numérique des personnes physiques et morales;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu ...

### **1. OBJET**

**Art. 1er.**— La présente loi a pour objet la promotion des droits de l'enfant et la protection sociale de l'enfance.

**Art. 2.**— Les droits de l'enfant visés par la présente loi sont ceux contenus dans la convention relative aux droits de l'enfant, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 20 novembre 1989 et approuvée par la loi du 20 décembre 1993.

\*

## 2. „OMBUDS-COMITE FIR D'RECHTER VUM KAND“

**Art. 3.**– Il est créé un comité luxembourgeois des droits de l'enfant, appelé „Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand“, désigné par l'abréviation „ORK“ dans la présente loi.

**Art. 4.**– L'ORK a pour mission

- a) d'analyser les dispositifs institués pour protéger et promouvoir les droits de l'enfant, d'examiner les situations dans lesquelles les droits de l'enfant ne sont pas respectés et de proposer tous remèdes, mesures et solutions y afférents
- b) d'émettre son avis sur les lois et règlements concernant les droits de l'enfant
- c) d'établir un rapport annuel sur la situation des droits de l'enfant et la réalisation des dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant
- d) d'informer les personnes concernées sur la situation de l'enfance au regard de la convention relative aux droits de l'enfant
- e) de promouvoir le développement de la libre expression de l'enfant et de sa participation active aux questions qui le concernent
- f) d'entretenir des contacts d'échange et de coopération avec des organismes similaires à l'étranger.

**Art. 5.**– L'ORK se compose de six membres qui sont nommés par le Grand-Duc sur proposition de la Chambre des Députés, et parmi lesquels un président et un vice-président sont choisis paritairement entre les deux sexes.

Le mandat de cinq ans peut être renouvelé une fois.

Les membres de l'ORK sont choisis en raison soit de leur compétence dans un des domaines touchant la protection et la promotion des droits de l'enfant, soit de leur expérience éducative professionnelle et/ou familiale.

Les fonctions de membre de l'ORK sont incompatibles avec les mandats parlementaires, de membre du Conseil d'Etat, de ministre ou de secrétaire d'Etat.

**Art. 6.**– Le président de l'ORK porte le titre de „Ombudspersoun fir d'Rechter vum Kand“. Pendant la durée de son mandat, il travaille à plein-temps au service de l'ORK.

**Art. 7.**– L'ORK désigne en son sein un bureau permanent composé de ses président et vice-président et d'un membre désigné par ses collègues. Le bureau permanent organise et coordonne les activités de l'ORK.

L'ORK peut instituer des groupes de travail au sein desquels il peut coopter des membres externes à l'ORK.

**Art. 8.**– Les membres de l'ORK exercent leur mission en stricte indépendance et neutralité, dans le respect et l'intérêt des droits de l'enfant. Toutes informations et connaissances accrues aux membres et aux collaborateurs de l'ORK dans l'exercice de leur mission sont soumises au secret professionnel.

L'ORK exerce ses fonctions en exclusion de toute intervention dans les procédures judiciaires de placement et sans préjudice aux dispositions de la loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse.

L'ORK, selon des modalités à déterminer par lui, a le droit et l'obligation d'écouter tout enfant qui en fait la demande.

Dans l'exercice de ses missions, l'ORK peut désigner un ou plusieurs membres rapporteurs qui analysent le détail des questions soulevées. Les membres rapporteurs ont le droit de demander la délivrance de tout élément d'information susceptible d'éclairer la situation. De même, ils ont le droit de demander l'accès à tout organisme ou structure d'animation, d'assistance, de consultation, d'éducation, de formation, de garde, de médiation, de placement ou de surveillance pour enfants.

**Art. 9.**– Pour la durée de son mandat, le président de l'ORK est nommé employé de l'Etat dans l'administration gouvernementale. Sa rémunération de base est fixée suivant l'article 23 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant les régimes des traitements des fonctionnaires de l'Etat. Si le président de l'ORK est fonctionnaire, il est détaché de son administration d'origine. Le président de l'ORK touche une prime mensuelle non pensionnable de soixante points indiciaires.

Les autres membres de l'ORK bénéficient d'indemnités qui tiennent compte de l'engagement requis par les fonctions. Un règlement grand-ducal précise les modalités y relatives.

**Art. 10.**– Le secrétariat de l'ORK est assuré par des fonctionnaires et employés détachés de l'Etat. Ils ne peuvent être membres de l'ORK.

**Art. 11.**– Au sein du Gouvernement, le ministre ayant dans ses attributions la Famille est chargé des relations avec l'ORK.

\*

### 3. PROTECTION SOCIALE DE L'ENFANCE

**Art. 12.**– Dans le cadre de la présente loi, la protection sociale constitue un ensemble d'actions sociales, sociofamiliales ou socio-éducatives au bénéfice des enfants et de leurs familles, orientées en fonction plus particulièrement des droits énoncés dans la Convention relative aux droits de l'enfant.

Ces mesures sont préventives, subsidiaires ou complémentaires par rapport aux dispositions de la loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse et elles ont pour objet:

- de contribuer à l'épanouissement personnel de l'enfant, au développement de ses capacités psychiques et sociales, à la promotion de ses facultés d'autonomie, de responsabilité et de solidarité
- de promouvoir au sein des familles un climat de communication et de coopération et d'y lutter contre toutes formes d'exclusion et de violence
- d'assurer aux enfants et aux familles l'accès à des services divers d'assistance, de consultation, d'éducation, de formation, de garde, de médiation, de placement ou de surveillance
- de favoriser au bénéfice des enfants et des familles en difficultés et menacés d'exclusion sociale des démarches d'insertion et de participation sociale
- d'organiser des formes spécifiques de protection et d'assistance au profit des familles éclatées ou en rupture avec leur milieu, et des enfants placés hors de leur milieu familial.

**Art. 13.**– Les ministres de la Famille et de la Jeunesse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de programmer et de coordonner la politique de la protection sociale de l'enfance et de la jeunesse. Ils exercent cette mission sans préjudice des dispositions de la loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse.

#### 3.1. Structures d'accueil et de médiation

**Art. 14.**– Les ministres de la Famille et de la Jeunesse veillent à la création au sein d'institutions oeuvrant au service de l'enfance et de la jeunesse de structures ayant la mission

- d'assurer l'accueil et l'écoute de tout enfant qui en fait la demande, soit de sa propre initiative, soit par l'intermédiaire de ses parents ou tuteurs ou autres personnes investies du droit de garde, soit d'un agent qualifié des secteurs de l'enseignement, de l'éducation, de la santé ou du travail social, soit d'un agent de la police générale et locale
- d'organiser des séances de médiation et de conciliation autour de l'enfant.

**Art. 15.**– Les ministres ayant dans leurs attributions l'Education nationale, la Famille et la Jeunesse décernent annuellement le titre de „Kanner – Jugend – Treff“ aux services publics et privés qui en font la demande en déclarant leur disponibilité à assumer les missions visées à l'article 14 ci-dessus et qui répondent à des conditions concernant notamment

- la qualification et l'encadrement des collaborateurs, leur formation en matière de droits de l'enfant
- une disponibilité minimale dans le temps
- l'aménagement et l'équipement des locaux.

Les conditions et les modalités d'octroi du titre sont précisées par voie de règlement ministériel.

#### 3.2. Assistance aux enfants placés hors de leur milieu familial et établissement de la liste des enfants placés

**Art. 16.**– Dans le cadre de la présente loi, on entend par placement de l'enfant hors de son milieu familial toute initiative d'accueil de jour et de nuit, soit dans une institution socio-éducative, soit chez

un particulier par l'intermédiaire d'une institution socio-éducative reconnue à cette fin par le ministre de la Famille.

Ne sont visés ni les séjours de vacances, ni l'accueil par des parents jusqu'au quatrième degré, ni le placement à l'internat scolaire ou sociofamilial, ni les mesures de placement familial de jour.

**Art. 17.**— Le ministre de la Famille prend les mesures requises pour l'appréciation obligatoire de toute initiative de placement d'un enfant hors de son milieu familial et pour le réexamen régulier de cette mesure, selon une procédure à préciser par voie de règlement grand-ducal, à moins qu'il ne s'agisse de mesures prises dans le cadre de la loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse.

**Art. 18.**— Par dérogation à l'article 38 de la loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse et dans le cadre de sa mission d'assistance aux enfants placés hors de leur milieu familial, le ministre de la Famille établit annuellement la liste des enfants placés hors de leur milieu familial.

**Art. 19.**— Pour les besoins de l'établissement de la liste des enfants placés hors de leur milieu familial, sont autorisées, pour le compte du ministère de la Famille, en tant que propriétaire, la création et l'exploitation d'une banque de données nominatives.

La banque de données contient les informations suivantes:

- en ce qui concerne les enfants: les noms et prénoms, la date de naissance, le sexe, le numéro d'identité, la nationalité;
- en ce qui concerne les parents, tuteurs ou autres représentants de la famille d'origine: les noms et prénoms, l'adresse;
- la date et la nature des décisions de placement;
- la durée prévisible du placement;
- les noms et adresses des institutions socio-éducatives compétentes;
- les noms, prénoms et adresses des particuliers assurant le cas échéant une mesure de placement familial.

Les données sont effacées dès que l'enfant concerné atteint la majorité.

Ces données peuvent uniquement être communiquées:

- au bureau permanent de l'ORK;
- au juge de la jeunesse.

Le Centre Informatique de l'Etat est chargé de la gestion de la banque de données.

L'autorisation est valable à partir de l'entrée en vigueur du présent règlement et expire au 31 décembre 2005.

L'article 1er du règlement grand-ducal du 7 juin 1979 déterminant les actes, documents et fichiers autorisés à utiliser le numéro d'identité des personnes physiques et morales, tel qu'il a été complété par la suite, est complété par le fichier suivant

„– le fichier des enfants placés hors de leur milieu familial“.

**Art. 20.**— Le ministre de la Famille prend les mesures requises pour que l'enfant placé ou à placer, dès l'âge de six ans, soit entendu pour toute décision qui le concerne, à moins que son état ne le permette pas ou qu'il ne s'agisse de mesures prises dans le cadre de la loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse.

De même, le ministre de la Famille prend les mesures requises pour que tout enfant placé puisse formuler ses plaintes éventuelles devant des personnes externes aux services de placement impliqués.

Lors des audiences prévues aux alinéas ci-dessus, l'enfant peut être accompagné par une personne de son choix.

### 3.3. Participation à l'encadrement des personnels des services

**Art. 21.**— Il est institué sous la tutelle du ministre de la Famille une unité de formation à l'encadrement psychosocial à l'intention des personnels employés par les services publics et privés de placement, de formation, de consultation, de médiation et d'assistance.

L'unité a notamment les missions suivantes:

- a) organiser des séances de formation continue et de supervision professionnelle
- b) reconnaître, compléter ou organiser en cours d'emploi des cycles de formation d'initiation à l'encadrement psychosocial à l'intention des agents qui ne font pas valoir des formations professionnelles appropriées
- c) appuyer, compléter et reconnaître les cycles de formation destinés aux collaborateurs intervenant à titre bénévole
- d) examiner, appuyer et compléter les cycles de formation complémentaire à l'encadrement psychosocial.

L'unité exerce ses missions en concertation étroite avec les services compétents du ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle et sans préjudice des dispositions de la loi du 27 février 1984 portant création d'un Service National de la Jeunesse.

L'organisation et le fonctionnement de l'unité sont définis par voie de règlement grand-ducal.

### **3.4. Service de guidance de l'enfance**

**Art. 22.**— Il est créé auprès des ministres ayant dans leurs attributions l'Education différenciée et la Famille et dans le cadre de l'Education différenciée un service d'assistance éducative appelé Service de guidance de l'enfance, désigné par le terme „service” dans les articles ci-dessous.

**Art. 23.**— Sans préjudice des missions qui lui sont assignées dans le cadre de la loi du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée, le service participe aux missions de protection sociale de l'enfance. Il est notamment chargé d'organiser la mise en oeuvre des mesures prévues aux articles 17 et 20 ci-dessus.

**Art. 24.**— Parmi les fonctionnaires affectés ou détachés au service, les ministres ayant dans leurs attributions l'Education différenciée et la Famille désignent conjointement, pour des mandats renouvelables de cinq ans, un directeur.

Le directeur du service touche une prime mensuelle non pensionnable de quarante points indiciaires.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

*La Ministre de la Famille,  
La Ministre aux Handicapés et  
aux Accidentés de la Vie,  
Marie-Josée JACOBS*

*Le Ministre de la Justice,  
Le Ministre aux Relations  
avec le Parlement,  
Marc FISCHBACH*

*Le Ministre de l'Education Nationale  
et de la Formation Professionnelle,  
Erna HENNICOT-SCHOEPGES*

*Le Ministre de la Jeunesse,  
Alex BODRY*

*Le Ministre des Finances,  
Jean-Claude JUNCKER*